

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN HONGRIE

Par [JFB](#) le mer 19/09/2007 - 11:28

Depuis sa réélection en 2006, le gouvernement a entrepris, dans le cadre des mesures d'austérité, une réforme du système universitaire hongrois. Les institutions financées par l'Etat vont diminuer en nombre et, avec l'introduction de frais scolaires considérables, une certaine autonomie financière va être attribuée aux universités, puisque ces frais resteront à la disposition des établissements en question. Est-ce que cela pointe dans la direction d'un système plus égalitaire au sein de l'éducation nationale ? Les couches sociales défavorisées vont-elles accéder plus facilement à l'enseignement supérieur ? Ce sont en tout cas les questions que soulèvent les mesures du gouvernement.

La réforme des universités s'inscrit dans ce passage vers une société « moderne », « à l'ordre du jour », tel que le communique la coalition gauche libérale au pouvoir. « Moderne » signifie orienté vers le marché, intéressé par le jeu de la concurrence.

Quel est le point de départ de ce « passage » ? A l'époque du socialisme, l'université consistait en un système d'élite artificiel qui favorisait sur fond idéologique l'accès des classes populaires à l'enseignement supérieur au détriment des élites d'antan. Cet artifice s'est certes adouci au cours des décennies de l'ancien régime, mais le système universitaire hongrois s'est tout de même retrouvé coi face au changement de régime en 1989-1990. La nouvelle classe moyenne a commencé à grossir les rangs des universités, ce à quoi les institutions de l'enseignement supérieur étaient loin d'être préparées. L'augmentation rapide des effectifs a eu pour conséquence une détérioration du niveau d'enseignement. Au cours des années 90 où la Hongrie a connu des problèmes économiques de taille, les universités n'ont pas su s'adapter, d'un point de vue qualitatif, à une demande en pleine croissance.

Aujourd'hui, en ce qui concerne le financement de l'enseignement supérieur, la Hongrie se situe largement au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE. La cote des universités hongroises à l'échelle internationale est faible, la structure des formations n'est pas adaptée aux exigences d'un marché qui évolue rapidement.

Avec la chute du niveau et des moyens, l'enthousiasme du corps enseignant est nettement retombé, ce qui est d'ailleurs valable pour l'ensemble de l'éducation nationale. Qui plus est, le système universitaire s'articule autour d'un marché du travail dérégulé, sans que cela permette aux jeunes diplômés de trouver du travail : le chômage chez les jeunes diplômés représente plus du double du taux de chômage moyen.

Depuis 1989, aucune réforme digne de ce nom n'a été effectuée au sein du système universitaire. En 1995, à l'époque des premières mesures d'austérité liées au nom de Lajos Bokros, alors ministre de l'économie, le gouvernement avait introduit des frais scolaires, toutefois plus symboliques qu'autre chose, afin de sensibiliser la société aux frais qu'impliquait le nouveau régime socio-économique du pays. « Rien n'est gratuit », tel était le message très mal pris par les étudiants. Malgré les protestations de masse, les frais n'avaient pas été annulés. Le gouvernement du Fidesz (1998-2002) a « aboli » les frais scolaires de ses prédécesseurs, ce qui a sans aucun doute contribué à la popularité de la droite au sein de la jeunesse hongroise. Mais la suppression des frais n'a malheureusement pas été suivie de mesures constructives de la part du gouvernement « révolutionnaire ».

La situation inégalitaire des universités, le fait que les classes moyennes s'approprient le droit à l'enseignement supérieur apparut en 2006 comme un point crucial du second gouvernement de Ferenc Gyurcsány, qui plaça l'égalitarisme, de pair avec la modernisation de la société, au premier rang de ses préoccupations. Le gouvernement tente actuellement de modifier ce système qui consiste somme toute à « reproduire » la classe moyenne grâce au soutien financier de l'Etat et à écarter en conséquence les plus démunis de l'enseignement supérieur.

Quelles sont les mesures entreprises par le gouvernement ?

D'une part les frais scolaires : 105 000 ft à partir de la deuxième année (de « DEUG »), ce qui correspond aux trois-quarts du salaire moyen en Hongrie, avec cependant la possibilité pour les universités de réduire ou d'augmenter les frais en question de 50%. 150 000 ft par an pour ceux qui souhaitent continuer leurs études après le premier cycle (qui dure cinq ans en Hongrie). En 2008, la plupart des étudiants dans les établissements publics devront donc payer ces frais. Seront dispensés les 10 à 15% d'élèves qui fourniront les meilleurs résultats scolaires.

Par ailleurs, le système universitaire hongrois va se conformer aux structures du processus de Bologne.

Enfin un avantage sera accordé aux sciences exactes afin de tenter de diminuer la demande au sein des facultés de lettres et de sciences humaines, le but étant a priori de rendre les formations conformes aux demandes du marché du travail.

Il n'est pas certain que ces mesures tendent vers un régime plus égalitaire. Etant donné que les universités peuvent réduire ou augmenter les frais scolaires à leur guise, il est probable que les grandes universités du pays augmenteront leurs frais afin d'attirer les classes plus aisées au lieu d'attendre que les établissements du pays se revigorent sur le plan financier et mettent en route un véritable jeu de concurrence. Par ailleurs, la concurrence entre établissements n'entraîne pas automatiquement une sélection naturelle des cerveaux. Autrement dit, ce n'est pas parce que les établissements de l'enseignement supérieur disposeront progressivement de moyens financiers accrus qu'un égalitarisme s'établira par soi-même.

Les étudiants envisagent des manifestations de taille à la rentrée. Le Fidesz, parti majeur de l'opposition, exige l'annulation des nouveaux frais scolaires. Il est certain que ce moment de transition entre une promotion qui doit payer tandis que la précédente n'était pas encore amenée à le faire stigmatise cet sentiment d'injustice.

Quant à la mise en avant des formations « utiles » au marché du travail, il faudrait peut-être réfléchir à ce que signifie le terme « université » - l'endroit de tous les savoirs. Or les réformes actuelles visent à placer les étudiants en ligne droite vers le marché du travail, au détriment des sciences humaines par exemple. Il est certes vrai que l'université hongroise ne dispose pas des moyens pour dispenser des savoirs « inutiles », les mesures sont donc raisonnables de ce point de vue. Toutefois, la conception libérale selon laquelle ces réformes constituent la dernière chance pour le pays aura créé une hâte qui néglige peut-être le sens et le rôle des universités dans une société moderne, précisément. Cela reste à voir.

Pál Planicka

- 1 vue

Catégorie

Agenda Culturel